

Moniteur du Commerce International depuis 1883



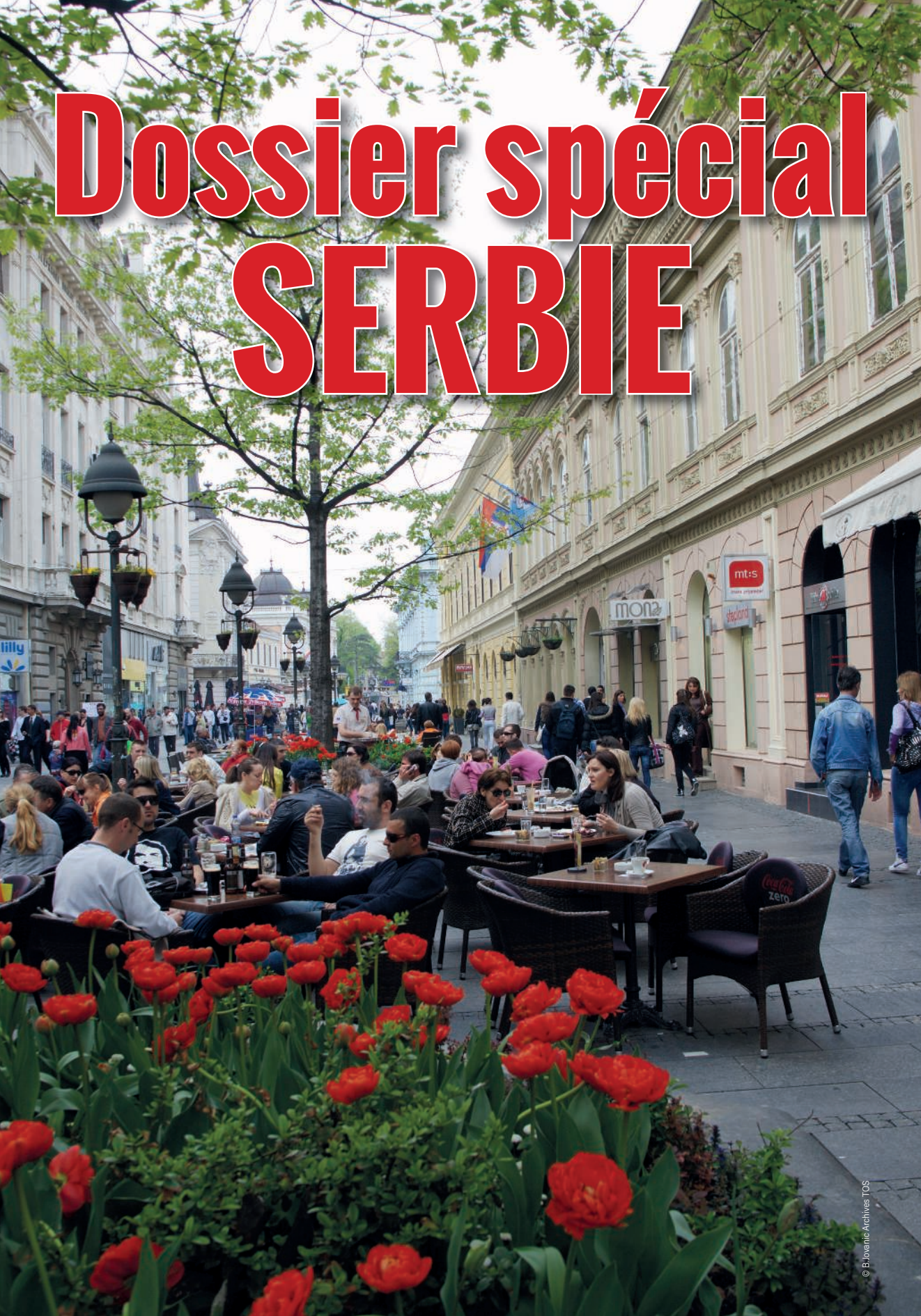
Le guide 2018

des formations initiales et continues au commerce international

Le 9° palmarès des meilleurs diplômes

**Un annuaire exclusif
des 200 formations continues à l'export**

Dossier spécial SERBIE



Un marché porteur dans les Balkans

Petit par sa taille et sa population (un peu plus de 7 millions d'habitants), le marché de la Serbie n'en offre pas moins un gros potentiel d'affaires pour les entreprises françaises, d'autant que l'économie repart et que l'environnement des affaires s'améliore.

« Après avoir subi le contrecoup de la crise internationale de 2008-2009 et appliqué une politique économique d'austérité très rigoureuse dans le cadre de programmes successifs du Fonds monétaire international (FMI), l'économie de la Serbie montre des signes tangibles d'amélioration » affirme Jean-Pierre Gastaud, chef du Service Economique de l'Ambassade de France en Serbie.

Le budget de l'Etat a été à l'équilibre en 2017 et la trajectoire de la dette publique s'est inversée : le ratio dette du gouvernement central/PIB a été ramené de 72 % en 2016 à 61,5 % en 2017. La hausse des prix est retombée à 3 % l'année dernière. La croissance est de retour. Le PIB a progressé de 1,8 % en 2017 mais le FMI table, dans ses dernières prévisions (avril 2018), sur une hausse de 3,5 % en 2018 et en 2019. Le PIB a retrouvé le niveau antérieur à la crise. Et l'amélioration de la macro-économie se traduit dans les statistiques de l'emploi : le taux de chômage est en baisse à 13,5 % en 2017.

L'intégration à l'Europe

La Serbie ne peut pas pour autant se reposer sur ces résultats. En mars 2018, une mission du FMI s'est rendue à Belgrade pour proposer aux autorités serbes de poursuivre l'assistance du Fonds dans le cadre d'un nouveau mécanisme, « l'instrument de coordination politique » (conseil sans prêts), qui prendra le relais de l'accord de précaution arrivé à échéance en février 2018. « Le FMI prenant acte des marges dégagées par les résultats positifs de la politique de consolidation budgétaire, recommande de mettre fin au blocage des retraites et salaires dans la fonction publique et de poursuivre les réformes structurelles » souligne Jean-Pierre Gastaud. Parmi les réformes envisagées, une des plus



déliçates concerne le secteur public. Le gouvernement s'est engagé en 2014 à réduire le poids des entreprises publiques, et notamment à privatiser et liquider 556 entreprises. A ce jour il en reste 118 dont 17 grandes sociétés d'Etat dites « stratégiques » compte-tenu de leur rôle économique, représentant environ 35 000 employés.

La Serbie est engagée dans une stratégie de réformes d'autant plus importante que le pays est candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne (UE) depuis mars 2012. Cette volonté de rejoindre l'UE s'accompagne de la mise en place d'une vraie stratégie d'ouverture économique et d'incitation à l'investissement privé, national

LA SERBIE EN CHIFFRES (2017)

Superficie : 88 499 km².

Population : 7,04 millions d'habitants.

PIB : 36 795 millions d'euros.

Croissance du PIB : +1,9 %.

PIB par habitant : 5 223 euros.

Taux de change moyen : 1 euro = 121,3 dinars serbes (RSD).

Hausse des prix à la consommation : + 3 %.

Taux de chômage : 13,5 %.

Exportations : 16 992 millions d'euros.

Importations : 21 947 millions d'euros.

Balance commerciale : - 4 954 millions d'euros.

Principaux pays clients : Italie : 13,2 % ;

Allemagne : 12,5 % ; Bosnie-Herzégovine : 8,1 % ; Russie : 5,9 % ; Monténégro : 4,8 % ; Bulgarie : 3,9 % ; Macédoine : 3,7 % ; Croatie : 3,7 % ; Hongrie : 3,6 %.

Principaux pays fournisseurs : Allemagne : 12,6 % ; Italie : 10,1 % ; Chine : 8,1 % ; Russie : 7,2 % ; Hongrie : 4,9 % ; Pologne : 4,1 % ; Turquie : 3,7 % ; Autriche : 3,1 % ; Roumanie : 2,9 % ; France : 2,9 %.

Sources : Office statistique de la République de Serbie et Banque nationale de Serbie.

et étranger. L'amélioration de l'environnement des affaires est une réalité. « Dans le rapport Doing business 2018 de la Banque Mondiale qui évalue le climat des affaires dans 190 pays, la Serbie se classe au 43^e rang et gagne ainsi 4 places par rapport à l'année précédente, notamment grâce à une simplification des procédures d'obtention des permis de construire » note Sanja Ivanic, directrice générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Serbie (CCIFS).

« Il y a une volonté des autorités d'attirer et faciliter l'implantation des entreprises étrangères » affirme Nicolas Herriau, président de la section Serbie des Conseillers du commerce extérieur de la France. La Serbie ne manque pas d'atouts :

« une main-d'œuvre hautement qualifiée, de nombreuses incitations pour les investisseurs, une infrastructure développée, une excellente position géographique et des accords d'exemption douanière avec des pays représentant au total 1,3 milliard de consommateurs, notamment l'Union européenne et la Russie » souligne Rados Gazdic, directeur général de l'Agence de développement de la Serbie (RAS), qui évoque en particulier les 14 zones franches existantes dans le pays. « Plus de 200 entreprises étrangères y sont installées et emploient plus de 28 000 salaires. Elle réalisent un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 5 milliards d'euros ».

Dans ce contexte favorable, les

possibilités d'affaires ne manquent pas. La mise à niveau des infrastructures et de l'économie aux normes européennes, appuyée par des financements de l'UE et le recours aux partenariats publics privés (PPP), ouvre des perspectives dans les déchets, l'eau, l'assainissement, etc. L'intégration croissante à l'UE, qui absorbe les deux tiers des exportations (le même pourcentage que l'Espagne), dynamise les supply chains dans des secteurs tels que l'automobile par exemple. Et une classe moyenne commence à émerger : elle est demande de biens de consommations importés. On assiste à une renaissance lente de la classe moyenne, frappée par la guerre, les sanctions des années 90 et la crise économique de 2008.

Un entretien avec Carlos de Cordoue, directeur général de Crédit Agricole Serbie

« La Serbie est un bon risque pour les PME et les ETI »



QUELLE ANALYSE FAITES-VOUS DES RISQUES EN SERBIE ?

Le gouvernement a mis en œuvre une discipline budgétaire rigoureuse qui a porté ses fruits. La Serbie respecte actuellement les critères de Maastricht. La monnaie nationale, le dinar, est stable par rapport à l'euro et s'est même appréciée par rapport à la monnaie européenne pendant la période récente. Le processus d'adhésion de la Serbie à l'Union européenne contribue à renforcer la stabilité économique et financière du pays.

Cette stabilité contribue à expliquer le redémarrage de l'économie serbe avec une croissance du PIB de 4,5 % en rythme annuel pendant le premier trimestre de 2018. Tous ces éléments favorisent la confiance : les entreprises étrangères estiment que la Serbie est une option intéressante, comme l'atteste l'afflux des investissements directs étrangers.

CELA VAUT-IL AUSSI POUR LES PME ?

La Serbie est un marché de taille modeste (7,1 millions d'habitants) et les grandes entreprises ont souvent tendance à privilégier les pays qui disposent d'un marché important. Cette situation favorise les PME et les ETI d'autant que la Serbie offre de réelles opportunités : agroalimentaire, automobile, TIC, protection de l'environnement notamment. A cela s'ajoute l'existence d'un important réservoir de main-d'œuvre qualifiée (ouvriers, techniciens, ingénieurs, etc.) avec un niveau de coûts salariaux bien inférieur à celui de l'Union européenne.

Les autorités serbes ont une stratégie volontariste d'attraction

Les autorités serbes ont une stratégie volontariste d'attraction des investissements étrangers

des investissements étrangers et proposent des incitations intéressantes. Pour toutes ces raisons, je pense que la Serbie est un bon risque pour les PME et les ETI françaises. Le succès de certaines d'entre elles ici, notamment dans la filière automobile, en est une illustration.

QU'EN EST-IL DU FINANCEMENT ?

Une PME française trouvera ici pratiquement les mêmes instruments financiers qu'en France. Le contexte est même plutôt favorable : le système financier a été assaini, les taux d'intérêt sont orientés à la baisse et la concurrence est forte entre les banques.

Il est recommandé d'avoir une approche progressive en Serbie, en démarrant avec une filiale commerciale ou une petite unité industrielle permettant de « tester » le marché. Dans tous les cas de figure, des solutions de financement, alliant apport en capital de la maison-mère et financement en monnaie locale peuvent être mises en place.

Un entretien avec Monsieur Frédéric Mondoloni, Ambassadeur de France en Serbie

« Il y a un fort potentiel de croissance de nos échanges avec la Serbie »



QUELLE EST LA SITUATION ACTUELLE DES RELATIONS BILATÉRALES ?

La France et la Serbie ont une tradition d'amitié qui remonte notamment à la fraternité d'armes de la Grande guerre : 2018 se prête donc parfaitement à l'objectif de cultiver cette relation, avec la célébration du Centenaire de la libération du pays par une armée franco-serbe. Pour le présent, la relation franco-serbe est positive à tous points de vue. Les deux pays ont resserré leur relation politique avec des visites à haut niveau : M. Vucic à Paris (2014), M. Valls (2016) puis M. le Drian (2018) à Belgrade. La France soutient en outre l'adhésion européenne de la Serbie et lui apporte, pour cela, diverses expertises techniques.

Economiquement, nos relations se sont densifiées avec 1 milliard d'euro d'échanges commerciaux annuels et la récente obtention de grands contrats par des groupes français (concession de l'aéroport de Belgrade pour Vinci, décharge de Vinca pour Suez), tandis que les entreprises françaises emploient 11 000 personnes en Serbie.

QUELLE EST LA POSITION DE LA FRANCE SUR L'ADHÉSION DE LA SERBIE À L'UNION EUROPÉENNE ?

La France soutient sans ambiguïté l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne, dont les autorités rappellent régulièrement qu'il s'agit de leur objectif stratégique. Nous croyons que cette adhésion apportera un important bénéfice mutuel pour la Serbie et pour l'Union européenne, en matière économique (accès aux marchés, investissements, tourisme, emploi etc.), politique (renforcement de l'État de droit, contribution à la stabilisation des Balkans occidentaux, portée de la voix de la Serbie et de l'UE à l'international etc.) et de sé-

curité (lutte contre les phénomènes de radicalisation, les trafics, la corruption etc.).

Rejoindre l'UE impliquera pour la Serbie d'intégrer l'acquis communautaire. La France salue les progrès serbes en matière économique et reste prête à appuyer ses efforts futurs par tout appui technique qui serait jugé utile, surtout pour réaliser des progrès similaires sur les chapitres relatifs à l'Etat de droit.

QUELLE EST VOTRE VISION DU POTENTIEL D'AFFAIRES DE LA SERBIE ?

La situation économique s'est nettement améliorée au cours des trois dernières années. La Serbie, pays en transition et candidat à l'adhésion à l'UE, présente un retard qu'il est nécessaire de rattraper pour converger vers la moyenne de l'UE, et ce dans de nombreux domaines, dont les infrastructures et les normes environnementales. Le pays prévoit par exemple d'investir 10,6 milliards d'euros d'ici 2030 afin de d'appliquer les directives européennes de protection de l'environnement. Cette situation ouvre d'importantes opportunités pour les entreprises françaises dans un climat des affaires en constante amélioration.

La base industrielle de l'économie héritée de l'ère yougoslave, le haut niveau de qualification de la population conjugué à un faible coût du travail, la localisation géographique et la politique d'ouverture du pays – concrétisée par un ensemble d'accords commerciaux – font de la Serbie une terre d'implantation très compétitive. Développer une activité en Serbie permet de rayonner dans les Balkans, en Europe, en Russie et en Asie centrale.

QUEL APPUI L'AMBASSADE DE FRANCE EST-ELLE EN MESURE D'APPORTER AUX ENTREPRISES FRANÇAISES INTÉRESSÉES PAR LA SERBIE ?

Il existe en Serbie plusieurs orga-

nismes susceptibles d'apporter conseil et assistance aux entreprises françaises désireuses de prospecter ou de s'implanter en Serbie.

Au sein de l'Ambassade, le Service Economique exerce un suivi des projets de développement et d'investissement susceptibles d'intéresser les entreprises françaises. Il assure l'introduction auprès des donneurs d'ordre publics de celles qui souhaitent participer aux marchés publics ou offrir leurs services aux administrations locales.

La Serbie est suivie par le bureau Business France d'Athènes. Celui-ci a conclu une convention de coopération avec la Chambre de Commerce et d'Industrie France Serbie (CCFS). Ensemble ces deux organismes proposent aux exportateurs français une vaste gamme de prestations, de la prospection du marché en vue d'identifier des clients potentiels à l'implantation avec recherche de partenaires.

Enfin il existe un comité des Conseillers du Commerce extérieur de la France à Belgrade, d'une dizaine de membres chargés notamment de conseiller et orienter les sociétés en phase d'apprentissage du marché serbe.

QUEL EST LE MESSAGE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE À L'INTENTION DES ENTREPRISES FRANÇAISES ?

La France bénéficie d'un capital de sympathie en Serbie. Les exportations françaises vers la Serbie progressent chaque année, elles ont doublé depuis 10 ans, mais la France n'est que le 10^e fournisseur de la Serbie, avec une part de marché de 2,8 %, Il existe donc un fort potentiel de croissance de nos échanges avec ce pays, qui passe par une présence accrue de nos entreprises, notamment des PME et ETI. Elles trouveront en Serbie des partenaires d'un bon niveau technique et intéressés par des perspectives d'accord avec de nouveaux acteurs.

Cinq secteurs porteurs de l'économie serbe

La mise à niveau de l'économie serbe dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne ouvre des possibilités d'affaires notamment dans les infrastructures. Le dynamisme économique dans l'automobile et le numérique intéresse également les entreprises françaises.

Agrobusiness : des ressources à valoriser



La Serbie dispose de 5,7 millions d'hectares de terres agricoles sur une surface totale de 8,8 millions d'hectares, avec un climat favorable au développement de l'agriculture. Les exportations du secteur agricole, principalement dirigées vers l'Union européenne et la Russie, dépassent les 2,7 milliards d'euros en 2017 et représentent environ 18 % des exportations totales.

La production végétale concentre 70 % de l'activité agricole et est essentiellement composée de grandes cultures en Voïvodine, de framboises, dont le pays est le 2^e exportateur mondial, et de légumineuses en Serbie centrale et méridionale. La production biologique représente un fort potentiel dont la France participe au développement

aux côtés de l'Italie et de l'Autriche dans le cadre d'un jumelage européen. En ce qui concerne l'élevage, les cheptels bovins et porcins sont en baisse constante tandis que l'élevage ovin croît. La production laitière est contrôlée en grande partie par des groupes étrangers tels que Lactalis, Savencia (ex Bongrain) ou le fonds Mid Europa Partners.

DES FINANCEMENTS AU SERVICE DE LA MODERNISATION

De nombreux investissements sont prévus pour la modernisation de l'appareil productif et pour l'adaptation aux standards de l'Union européenne. 175 millions d'euros seront octroyés par l'UE jusqu'en 2020 pour accompagner la Serbie dans le développement de son agriculture et du secteur rural. La priorité du gouvernement est de favoriser la transformation des produits agricoles en Serbie.

Energie : un potentiel d'énergies renouvelables insuffisamment exploité

Les centrales thermiques au charbon assurent environ 70% de la production d'électricité, ce qui fait de la Serbie un des principaux pollueurs de la région. De nombreux investissements dans la modernisation et le renforcement de la capacité de production ont été annoncés en 2014 par l'Etat serbe qui prévoit 9 milliards d'euros pour le développement énergétique d'ici 2030.

Une grande partie des investissements effectués ou prévus à court

et moyen termes sont étrangers. L'Union européenne a octroyé plus de 500 millions d'euros d'aides, à travers les fonds CARDS puis IPA, dans le but de permettre à la Serbie de réformer son système énergétique dans une optique de développement durable.

Dans le cadre des négociations d'adhésion à l'Union européenne, le gouvernement s'engage à produire 27 % de son électricité à partir de sources d'énergies renou-

velables d'ici 2020 (contre 21 % en 2009).

Néanmoins, malgré des investissements récents en énergie éolienne (ouverture d'un parc éolien à Kula fin 2015 par exemple), la Serbie a un important potentiel d'énergies nouvelles sous-exploité. C'est le cas de la biomasse, avec un potentiel de 3 405 millions de tonnes équivalent pétrole ou de la géothermie, dont le développement en Voïvodine est soutenue par la France.

Infrastructures-environnement : important programme d'investissement

Le retard dans le développement des infrastructures de traitement des eaux usées et des déchets ainsi que les exigences de la Commission européenne dans le cadre des négociations du chapitre 27 « Environnement » font de la Serbie un marché à fort potentiel. Aujourd'hui,

près de 90 % des eaux usées sont rejetées sans aucun traitement dans les cours d'eau du pays.

Afin de respecter l'ensemble des normes environnementales européennes, la Serbie devrait investir environ 10,6 milliards d'euros jusqu'en 2030. La qualité de l'eau et

de l'air, la protection de la nature, la gestion des produits chimiques, des OGM et de l'impact de l'industrie sont des défis que la Serbie doit relever afin d'intégrer l'Union européenne.

Pour l'heure, le gouvernement souhaite investir en priorité dans la

construction de nouveaux centres régionaux de traitement des déchets et dans les infrastructures de traitement des eaux usées, dont la mise en conformité aux normes de l'UE est estimée à 5 milliards d'euros. Les moyens mis en œuvre par l'Union européenne et les institutions financières internationales, aussi bien en assistance technique que dans le financement des infrastructures, visent à structurer le secteur et à favoriser la mise en œuvre des projets.

LA VILLE DE BELGRADE CHOISIT SUEZ ET ITOCHU

À l'issue d'un appel d'offres international, le consortium formé de Suez et Itochu a été choisi dans le cadre d'un partenariat public-privé de 25 ans visant à développer le système de gestion des déchets municipaux de Belgrade. Le consortium va construire une installation de valorisation énergétique des déchets d'une capacité de traitement annuelle de 340 000 tonnes, pouvant produire 25 MW d'électricité et 56 MW de chaleur. En outre, une installation dédiée permettra de traiter 200 000 tonnes de déchets de construction et de démolition par an. La capitale de Serbie sera ainsi au niveau des normes européennes en matière de gestion des déchets. A terme, une centaine d'emplois sera créée pour l'exploitation du site.

Filière automobile : priorité aux composants

Riche de 70 ans de traditions, l'industrie automobile est en phase de renaissance en Serbie : 14 % du total des investissements directs étrangers sont dirigés vers la filière automobile. De nombreux grands groupes étrangers ont choisi de s'implanter dans le pays ces dernières années : le français Michelin dès 2002, l'allemand Leoni en 2009 et l'italien Fiat en 2012. Les implantations sont situées principalement en Voïvodine, dans le nord du pays, dans les environs de Kragujevac où est implantée l'usine Fiat ainsi que le long du Corridor 10, l'axe routier traversant le pays du nord au sud. On dénombre plus de 60 entreprises internationales ainsi que 70 usines représentant un investissement total de 2,1 milliards d'euros.

UNE FORTE PRÉSENCE FRANÇAISE

Michelin a une unité de production dont la capacité a été augmentée à plusieurs reprises et qui est considérée comme l'une des plus performantes du groupe. Hutchinson a effectué un investissement de 7,3 millions d'euros pour ouvrir une usine de 6 000m² dans la ville de Ruma en 2016, dans le but de produire des tuyaux en caoutchouc pour les climatiseurs de véhicules automobiles. Parmi les autres acteurs présents en Serbie, on peut citer : Le Bélier (composants en aluminium), Lohr (semi-remorques et porte-voitures), Novares (plasturgie), Mecafor (plasturgie), etc.

Les composants pour l'industrie automobile font partie des principaux produits d'exportation serbe : les exportations de produits en caoutchouc s'élèvent par exemple à 669,3 M EUR en 2017, dont notamment les pneumatiques neufs utilisés pour les véhicules. Ces résultats sont principalement dus à la présence de TigarTyres (groupe Mi-

chelin, 3^e exportateur du pays) et de la société Hutchinson (groupe Total) dans le pays. La Serbie attire les investissements étrangers grâce à sa position géographique lui permettant un accès privilégié aux marchés du Sud-est de l'Europe, à la qualité de sa main d'œuvre et aux subventions/exonérations fiscales mises en place par le Gouvernement.

Numérique : un nouveau pilier de l'économie

Le numérique regroupe aujourd'hui environ 2 000 sociétés employant 22 000 personnes en Serbie. Chaque année, plus de 200 nouvelles entreprises entrent sur le marché et certaines rencontrent un succès international. Les entreprises du secteur numérique sont essentiellement présentes dans le développement de logiciels, les télécommunications ainsi que dans la fabrication d'appareils informatiques.

Les exportations de services informatiques ont plus que triplé entre 2008 et 2017 pour atteindre 900

millions d'euros. Grâce à de solides infrastructures (haut débit ADSL, connexion par fibre optique) et à un appui stratégique de l'Etat, le

numérique devient peu à peu un des piliers de l'économie serbe. En 2016, le secteur des TIC a contribué au PIB à hauteur de 4,3 %.

LA SERBIE, HUB DE SCHNEIDER ELECTRIC

Les ingénieurs aux compétences reconnues, l'enseignement technique de qualité et le faible coût du travail attirent les grands acteurs internationaux du secteur. Dès 2002, Microsoft a implanté en Serbie un centre de recherche et de développement (le 4^e dans le monde), employant actuellement plus de 100 ingénieurs.

Schneider Electric a acquis une entreprise locale, DMS, qui compte plus de 1 000 ingénieurs informaticiens. Cette croissance externe a permis au groupe de mettre au point un système de gestion de des réseaux électriques commercialisé dans le monde entier.

Un entretien avec Emmanuel Grosdidier, directeur général du groupe La Fonte Ardennaise

« Notre implantation en Serbie nous a permis de développer un courant d'affaires local et de rayonner sur l'ensemble de l'Europe centrale et orientale »

POUVEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER LE GROUPE ?

La Fonte Ardennaise est une société familiale créée en 1927 avec pour objet la fabrication et la commercialisation de pièces en fonte. Notre stratégie de développement a été basée sur deux axes.

Le premier est la diversification en incorporant des activités à valeur ajoutée, telles que l'usinage, le traitement de surface, l'assemblage, etc. Le second axe est l'internationalisation, avec le démarrage, en 2007, d'une activité d'usinage en Serbie et le rachat en 2011, de LFA España, une fonderie située à Séville.

Nous sommes devenus un groupe qui emploie 1 300 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 220 millions d'euros en 2017. Notre capacité de production est de 130 000 tonnes par an. L'activité internationale, réalisée soit à l'export depuis la France, soit grâce nos filiales, a représenté 56 % du chiffre d'affaires l'année dernière. Nous sommes actuellement le premier sous-traitant indépendant en fonderie en Europe.

DANS QUELS SECTEURS ÊTES-VOUS PRÉSENT ?

L'originalité de notre groupe est de travailler pour une large gamme de secteurs. La robinetterie et les pompes, les véhicules industriels, l'automobile et les transmissions représentent environ 70% de notre activité. Nous avons des clients également dans les travaux publics, l'agriculture, les compresseurs, le chauffage et les biens d'équipement. Notre vocation est d'être présent là où il y a un besoin de pièces de fonderie.

POURQUOI VOUS ÊTES-VOUS IMPLANTÉ EN SERBIE ?

Dans les années 2000, nous étions présents uniquement en France. Nous avons été sollicités par certains de nos clients afin de les accompagner en Europe centrale et

orientale. Nous avons étudié les possibilités de localisation dans différents pays de cette zone et avons choisi de nous installer en Serbie. En 2007, nous avons créé une filiale, MECAFOR, et avons démarré une activité d'usinage dans la ville de Senta, située à 250 kilomètres de Belgrade, près de la frontière hongroise.

Notre activité s'est développée de façon satisfaisante et nous avons décidé de construire une usine neuve, à Kikinda, une ville située à 50 km de Senta, sur des terrains que nous avons achetés. L'usine a été inaugurée le 20 octobre 2016 par Alexandre Vucic, alors qu'il était Premier ministre de Serbie. Depuis mai 2017, il est Président de la République.

AU VU DE VOTRE EXPÉRIENCE, QUELS SONT LES AVANTAGES D'UNE IMPLANTATION EN SERBIE ?

Pour un industriel, la Serbie est un pays très intéressant, d'abord, en raison de l'existence d'une tradition et d'une forte culture industrielles. C'est un pays où on trouve de vraies compétences techniques. Nous n'avons pas eu de difficultés à recruter les salariés dont nous avons besoin.

Par ailleurs, la Serbie offre une stabilité politique remarquable. C'est une démocratie, les élections se tiennent régulièrement et cette stabilité n'est pas menacée. Pour une entreprise comme la nôtre qui a une vision stratégique de long terme, c'est un élément indispensable.

Autre facteur important : la position géographique et la qualité des infrastructures de transport, autoroutes en particulier. Depuis la Serbie, nous rayonnons sans difficultés sur l'ensemble de l'Europe centrale et orientale : Hongrie, Roumanie, Tchéquie, Pologne, etc. L'implantation en Serbie nous permet d'intégrer l'ensemble de la chaîne de

production incluant la logistique avec des livraisons en flux tendu jusqu'au client final. Cette maîtrise totale de la « supply chain », mise en pratique dans tous nos sites de production, contribue au développement du groupe à l'international. Enfin, la Serbie a signé un accord de libre-échange avec la Russie, qui permet la libre circulation des marchandises entre les deux pays. Même si nous ne l'utilisons pratiquement pas, cet accord est intéressant pour l'avenir dans la mesure où la Russie a un gros potentiel d'affaires.

QU'EN EST-IL DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ?

En Serbie, nous avons trouvé un environnement des affaires favorable aux entreprises étrangères. Le cadre juridique et fiscal est avantageux mais l'élément le plus précieux réside dans la formation et la compétence des salariés. Le niveau de productivité du personnel de notre usine en Serbie est équivalent à celui de nos usines en France.

UN MOT DE CONCLUSION ?

La Serbie est le premier pays où nous avons investi en dehors de la France. Nous avons adopté, au début, une démarche prudente et avons appris à connaître le marché, mais aussi la population et sa culture. Nous avons réussi à développer une clientèle locale et nous avons renforcé progressivement nos positions. Dans notre usine de Kikinda, nous avons développé une activité additionnelle de plasturgie pour l'industrie automobile.

Les résultats sont positifs. MECAFOR, qui emploie 78 salariés, a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 9,1 millions d'euros, en progression de 46% par rapport à l'exercice précédent. Nous sommes très optimistes sur le potentiel de la Serbie et de l'ensemble de l'Europe centrale et orientale.



**LA
FONTE
ARDENNAISE**



• Fonderie de fonte

Capacité 130 000 Tonnes

Toutes nuances

11 lignes de moulage

• Usinage

120 machines CN

• Assemblage

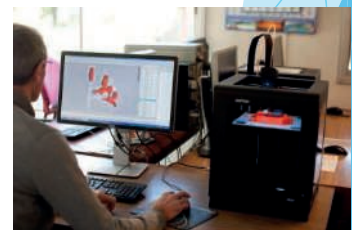
• Traitement de surface

Apprêt , Epoxy et Cataphorèse

• Plasturgie

15 presses d'injection plastique

• R&D



www.la-fonte-ardennaise.com

Votre développement international en Serbie en mode projet

Une mobilisation de ressources contenue grâce à l'accès à notre savoir-faire multiculturel en temps partagé. Notre atout : notre expérience internationale et nos compétences en matière d'implantation et de création de flux d'affaires hors de France et particulièrement en Serbie.

International et européen

Répondre à votre demande en matière de compétences internationales.

- Analyses sectorielles pan-européennes dans tous les secteurs en Europe et plus particulièrement en Europe du Sud Est,
- Décryptage des enjeux stratégiques des secteurs d'activité et donc des potentiels du marché.
- Proposition des réponses à ces enjeux en intégrant les pratiques de marché.

Aider à l'implantation directe dans les Balkans et en Serbie en exploitant notamment nos profils internationaux et serbes.

Développeurs d'activité

Prendre des risques mesurés de manière structurée en minimisant les ressources :

- Développer des canevas précis dans l'analyse de la prise de risque à l'international
- Développer des partenariats avec des partenaires locaux

Evaluer les stratégies des concurrents et en tirer les enseignements pertinents.

Nous offrons les ressources en développement en Serbie compatibles avec les capacités mobilisables d'une entreprise de votre taille en temps partagé.

La méthode

Analyser votre business case pour nous approprier

- Vos leviers d'excellence
- La singularité de votre offre
- Votre vision stratégique

Piloter activement le management du changement dans votre organisation

Benchmarker les coûts d'exploitation.

Proposer un schéma optimal de gestion en qualifiant précisément vos risques financiers et opérationnels.

NOTRE OFFRE

Analyser votre besoin compte tenu de vos enjeux de développement

Respecter les paradigmes interculturels serbes et plus généralement dans les Balkans

Apporter des solutions de représentation commerciale externe (agents, bureau de représentation) ou d'implantation directe ou de partenariat JV.

Mettre en œuvre les solutions identifiées et vous assister localement en Serbie en fonction des solutions choisies

Transférer les compétences des affaires en Serbie dans votre organisation.



Michel Baum, diplômé de l'ESCP Europe, est un ancien dirigeant de groupe international avec des succès reconnus de développement en Allemagne, au Benelux et dans les Balkans.

Son activité de consultant indépendant le conduit à proposer son expertise à des entreprises de taille intermédiaire qui peuvent mobiliser des ressources limitées au développement commercial et stratégique hors de France. Riverstream Consult met en œuvre une méthodologie éprouvée et permet de rendre variable les coûts fixes inhérents à ce type d'activité et par conséquent de minimiser les risques financiers de manière optimale.

Riverstream Consult : 56, montée des Arbousiers - 83980 Le Lavandou ou 95, rue des Bruyères - 92310 Sèvres
Michel BAUM

Tél. : + (33) 6 26 48 59 59 - riverstreamconsult@icloud.com



Vesna Pacail est consultante spécialisée et dédiée aux échanges franco-serbes, ancienne dirigeante du Bureau de représentation en France de la CCI de Serbie et correspondante des fédérations professionnelles pour les Balkans.

Maîtrisant l'interculturalité et par sa connaissance intime des tissus industriels et enjeux économiques en Europe du Sud-Est, Actyf Conseil propose son savoir-faire aux entreprises qui souhaitent explorer et se positionner dans cette zone souvent méconnue et pourtant si riche en potentiel de développement.

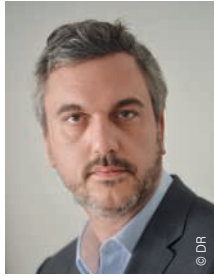
Actyf : 119, avenue de Paris - 94160 Saint Mandé

Vesna PACAIL

Tél. : + (33) 6 08 82 22 77 - vesna.pacail@actyf.fr

Un entretien avec Marko Cadez, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Serbie

« En Serbie, l'expertise française est précieuse »



EN QUOI LA SERBIE EST-ELLE ACTUELLEMENT UN PAYS ATTRACTIF POUR LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS ?

La Serbie n'a jamais connu un environnement aussi propice et favorable pour les affaires et l'investissement qu'en ce moment. Grâce aux avancées des réformes de ces dernières années, la Serbie est renforcée d'un point de vue macro-économique, stable d'un point de vue politique et impliquée dans le processus d'intégration européenne. Les infrastructures sont plus fonctionnelles, le cadre législatif a été amélioré, les réglementations sont plus claires et les procédures ont été simplifiées.

Ceci donne une meilleure visibilité pour les affaires : les risques sont contenus avec l'amélioration des financements ainsi que l'indique la note souveraine des agences internationales de notation financière. La communauté internationale des affaires le reconnaît. Depuis deux ans, la Serbie représente plus de la moitié des investissements étrangers dans la zone des Balkans occidentaux.

La Serbie offre aux investisseurs un ensemble solide d'incitations financières : subventions de l'Etat, facilités fiscales et douanières, etc. Les accords de libre-échange, qui permettent des exportations des produits fabriqués en Serbie en franchise de droits de douane vers des marchés représentant au total plus de 1,1 milliard de consommateurs, constituent un avantage tout particulier.

En outre, la Serbie dispose d'une main-d'œuvre compétitive, formée et qualifiée et d'entreprises locales capables de s'engager dans des chaînes d'approvisionnement de sociétés internationales ou d'être des partenaires fiables pour des projets d'investissement et autres types de partenariats.

COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE LA SERBIE ET LA FRANCE ?

La France est l'un des partenaires économiques les plus importants de la Serbie et se situe parmi les 15 premiers en termes d'échanges commerciaux et parmi les 10 principaux investisseurs étrangers. Bien que le volume des échanges bilatéraux ait atteint un record de près d'un milliard d'euros l'année dernière, la France demeure incontestablement l'une des économies occidentales développées avec lesquelles nous pourrions dans la période à venir réaliser des progrès significatifs dans le commerce et la coopération économique globale.

QUELLES SONT LES POSSIBILITÉS D'AUGMENTATION DES ÉCHANGES ?

En 2017, la Serbie a exporté en majorité vers la France des framboises surgelées, des pneumatiques, du propane et des pièces et ensembles pour remorques et semi-remorques. Les dernières analyses de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Serbie soulignent que, outre l'industrie agroalimentaire et la transformation du caoutchouc, les meilleures perspectives d'accroissement des exportations se situent dans l'industrie du bois, le textile, les produits transformés à partir des plastiques, de l'acier et du fer. Du côté des services, le secteur des TIC est le plus puissant et le plus prometteur pour la coopération.

Nous voyons une opportunité pour les entreprises serbes dans les secteurs agroalimentaire, mécanique, chimique et pharmaceutique, extrêmement puissants en France, en introduisant nos fournisseurs dans les chaînes de production et de distribution, ce qui ouvrirait de nouveaux canaux d'exportation vers la France.

QUELS SONT LES SECTEURS LES PLUS PORTEURS POUR LES INVESTISSEURS FRANÇAIS ?

On compte actuellement en Serbie une centaine d'entreprises françaises qui emploient près de 10 000 salariés. Plus de la moitié d'entre elles appartiennent au secteur industriel. Elles sont présentes dans l'automobile, l'ingénierie, les matériaux de construction, l'agroalimentaire, le commerce, le tourisme, les TIC, les services bancaires, etc. Leur bon fonctionnement constitue la meilleure recommandation pour les futurs investisseurs.

Le potentiel et l'intérêt manifeste des nouveaux investissements français se retrouvent dans de très nombreux secteurs : agriculture et chaîne agroalimentaire, équipements automobiles, construction de machines. Mais aussi dans l'énergie et la protection de l'environnement, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables, dans l'infrastructure et les TIC.

Les projets peuvent être réalisés sous différentes modalités : investissement « greenfield », acquisition dans le cadre des privatisations ou cofinancement des partenariats dans les JV, participation aux projets de Partenariats Public-Privé (PPP) et concessions dans les grands projets d'infrastructures. Autant de domaines dans lesquels la grande expérience et l'expertise françaises nous sont particulièrement précieuses.

Le consortium nippo-français Itochu-Suez a obtenu un contrat dans le cadre d'un PPP pour la construction d'une installation de valorisation énergétique des déchets d'une capacité de traitement annuelle de 340 000 tonnes, pouvant produire 25 MW d'électricité et 56 MW de chaleur. L'entreprise Vinci Airports a emporté l'appel d'offres pour la concession de l'aéroport Nikola Tesla à Belgrade. La coopération franco-serbe se poursuit également sur la préparation du projet de métro de Belgrade.

Echanges bilatéraux: une relation en expansion

Pendant les sept dernières années, les échanges commerciaux entre la France et la Serbie ont plus que doublé. La France est le 7^e investisseur étranger en Serbie.

En 2017, les exportations françaises de marchandises vers la Serbie ont progressé de 3,6 % pour atteindre 438 millions d'euros (M€), selon les statistiques publiés par les douanes françaises. « Depuis 2010, la hausse globale a été de 88 % grâce à l'effet de l'accord de stabilisation et d'association entre l'Union Européenne et la République de Serbie, signé en février 2010 et entré en vigueur le 1^{er} septembre 2013. L'intégration commerciale s'est ainsi renforcée » affirme Jean-Pierre Gastaud, chef du Service Economique de l'Ambassade de France en Serbie.

Les importations en provenance de Serbie ont enregistré une progression encore plus rapide, puisqu'elles ont plus que doublé entre 2010 et 2017 (+144 % à 444 M€). La balance commerciale bilatérale, excédentaire en 2016 (34 M€) a été légèrement déficitaire en 2017 (6 M€). Le montant global des échanges de marchandises (exportations et importations) a plus que doublé,

passant de 417 M€ en 2010 à 882 M€ en 2017.

Diversité des exportations françaises

A l'export, on retrouve plusieurs points forts de l'offre française. Les équipements mécaniques arrivent en tête avec 110 M€ en 2017 (25% du total des exportations). En deuxième position, il y a les produits chimiques, les parfums et les cosmétiques (72 M€, dont 9 M€ pour les parfums et produits pour la toilette). Les ventes de produits pharmaceutiques ont atteint 71 M l'année dernière. Au total, ces trois postes ont représenté 57 % des exportations tricolores l'année dernière. Les chiffres des douanes placent ensuite les matériels de transport : 57 M€ (13 % du total). Faute de livraisons d'avions en 2017, ce chiffre est en recul de 18 %. Cependant, les ventes de véhicules automobiles ont progressé de 53 % pour atteindre 21,5 M€. Les exportations de la filière agri-

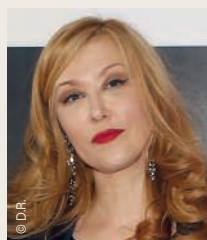
cole et agroalimentaire affichent une hausse de près de 30 % à 42 M€ (9,5 % du total).

Investissements : une place honorable

Selon le Service Economique de l'Ambassade de France en Serbie, une centaine d'entreprises françaises sont présentes en Serbie employant près de 10 000 salariés. Les statistiques de la Banque de France indiquent que le stock des investissements directs français en Serbie s'élevait à 632 M€ en 2016. Les banques et les compagnies d'assurance concentrent la grande majorité de ce stock avec 391 M€. Selon les statistiques officielles serbes, la France se classait au 7^e rang des investisseurs étrangers sur la période 2010-2016 avec un stock de 719 M€. Les principaux investisseurs français en Serbie sont Michelin, la Société Générale, le Crédit Agricole, Tarkett, Lafarge, Bongrain, Atos et Lactalis.

Questions à Sanja Ivanic, directrice générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Serbie

« La Serbie est le hub économique de la région des Balkans occidentaux »



POUVEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER L'INITIATIVE TEAM FRANCE BALKANS ?

Nous sommes partis du constat que les sociétés françaises ne s'intéressent pas suffisamment au marché de la Serbie et des Balkans occidentaux plus largement, car il s'agit d'un marché méconnu et morcelé. Les conflits des années 90 ont laissé des traces dans la perception de la région par l'opinion publique française et contribuent encore à entretenir un climat de méfiance. Afin de mieux servir les sociétés françaises ayant des projets à l'international, et de leur proposer un marché plus grand, en accord avec ses partenaires ré-

gionaux, la Chambre de Commerce et d'Industrie France Serbie (CCIFS) est en discussions avec Business France pour devenir le guichet unique pour toute société souhaitant aborder le marché des Balkans occidentaux, au travers d'un réseau régional dédié et structuré, comprenant les pays de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie.

De cette façon, les sociétés auront accès à un marché plus vaste, de plus de 20 millions d'habitants, avec un périmètre de missions plus grand : la demande reçue pour un seul pays sera systématiquement mise en face des opportunités dans les autres pays des Balkans occidentaux. Cette structuration de notre réseau va dans le sens de la réforme

du commerce extérieur français dont le principe du guichet unique est le fondement-même.

PENSEZ-VOUS QUE BELGRADE EST UN BON HUB RÉGIONAL ?

Deux corridors paneuropéens traversent le territoire de la Serbie : le Corridor 10 (routier et ferroviaire) et le Corridor 7 (Danube). D'autre part, l'aéroport de Belgrade « Nikola Tesla », est situé au carrefour des principales routes du transport aérien européen. Grâce à cette position géographique, la Serbie se trouve au croisement des routes reliant l'Europe de l'Ouest avec le Moyen-Orient qui ont fait d'elle le hub économique de la région des Balkans occidentaux.

Un entretien avec Monsieur Rajko Ristic, Ambassadeur de Serbie en France

« La Serbie aspire en permanence à améliorer les relations économiques avec la France »



DR

Quelle appréciation portez-vous sur la situation actuelle des relations bilatérales entre les deux pays ?

Nous sommes très fiers des relations bilatérales qu'entretiennent nos deux pays depuis de nombreuses années. Les relations diplomatiques entre la Serbie et la France durent depuis 1839. Les relations diplomatiques contemporaines ont été établies en 1879, ce qui fait que l'année prochaine marquera le jubilé des 140 ans, plus précisément des 180 ans des relations diplomatiques entre la Serbie et la France.

Les relations ont toujours été très riches entre les deux pays. L'accord de partenariat stratégique entre la Serbie et la France, signé en 2011, témoigne de notre bonne entente. Nous pouvons affirmer que les relations actuelles entre nos deux pays sont bonnes, qu'elles sont sur une bonne voie, et que le dialogue politique s'est amélioré et intensifié ces dernières années.

Le Premier vice-président du gouvernement et Ministre des Affaires étrangères, Monsieur Ivica Dacic, s'est rendu à Paris, en février dernier, tandis que le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Monsieur Jean-Yves Le Drian, est venu à Belgrade en avril de cette année. Nous espérons que le Président de la République française, Monsieur Emmanuel Macron, visitera la Serbie dans le courant de

l'année, sachant que, sur invitation du Président Macron, Monsieur Aleksandar Vucic, le Président de la République de Serbie, assistera à la commémoration du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, le 11 novembre prochain à Paris. Ce sera une occasion supplémentaire de se souvenir de l'amitié traditionnelle entre la Serbie et la France.

La Serbie est reconnaissante à la France pour son soutien à l'élargissement de l'Union européenne, étant donné que l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne représente une priorité vitale de sa politique étrangère.

Dans ce sens, les messages du Président Macron lors de son discours à la Sorbonne l'année dernière ont une signification toute particulière.

La Serbie tient également à exprimer sa reconnaissance à la France pour son soutien auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), lors du changement de statut au sein de cette dernière, et dont la Serbie est membre depuis 2006.

De nos jours, les relations bilatérales entre nos deux pays sont multiples et diverses. Elles comprennent une bonne coopération dans de nombreux domaines tels que le combat contre le terrorisme, la radicalisation, et le crime organisé, mais incluent également les sphères scientifiques et culturelles, ainsi que les domaines éducatif et sportif.

Concernant la coopération économique bilatérale, il s'agit également d'une bataille dont le but ultime est l'amélioration des relations dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures de transport, de l'environnement, de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire.

La Serbie aspire en permanence à améliorer les relations écono-

miques avec la France, ce qui inclut à la fois l'augmentation du volume des échanges de marchandises, et l'accroissement des investissements et de la participation aux grands projets d'infrastructures en particulier.

Aujourd'hui, nous pouvons fièrement affirmer qu'une centaine d'entreprises françaises font des affaires en Serbie et emploient environ 11 000 personnes, comme Michelin, Lafarge, etc.

Au mois de septembre de l'année dernière, concernant l'assainissement, le traitement et l'élimination des déchets municipaux de la déchetterie de Vinca, un contrat a été signé avec la société Suez, dont la valeur est de l'ordre de 300 millions d'euros. Un autre projet a été la signature, au début de cette année, d'une concession d'exploitation de l'aéroport de Belgrade Nikola Tesla par la société Vinci Airports: il inclut la maintenance et la gestion des infrastructures ainsi que le développement des activités de l'opérateur sur 25 ans. La valeur de ce projet dépasse 1,2 milliard d'euros. A l'ordre du jour, il y a également le projet de construction du métro de Belgrade. Pour toutes ces raisons, je peux exprimer ma pleine satisfaction à propos du potentiel et des perspectives de coopérations futures entre nos deux pays.

Je reste convaincu de la volonté mutuelle de nos deux pays d'accroître des relations afin que celles-ci soient encore plus dynamiques et plus coopératives.

Pour quelles raisons la Serbie souhaite-t-elle rejoindre l'Union européenne ?

Le Président Aleksandar Vucic, tout comme le gouvernement de la République de Serbie, sont pro-européens, et l'adhésion à l'Union européenne demeure la première

priorité de la Serbie. Le Serbie partage les valeurs européennes, elle a un objectif clair, à savoir : atteindre les règles et les normes de l'Union européenne, non seulement pour l'adhésion mais aussi pour améliorer la vie de ses citoyens et pour le développement de l'Etat.

A cette occasion, je souhaiterais démontrer que l'intégration européenne est importante non seulement pour les citoyens de la région, mais également pour les citoyens de toute l'Union européenne, parce que sans une région stable et intégrée, il n'y a pas de stabilité ou de sécurité dans toute l'Union européenne, ce qui est confirmé notamment par la lutte contre le terrorisme et la radicalisation et la crise des migrants. A l'heure où un important Etat-membre quitte l'Union européenne, j'estime qu'il faudra soutenir de manière encore plus forte l'une des politiques les plus réussies de l'Union européenne : l'élargissement. La République de Serbie demeure très engagée dans le processus de négociation avec l'Union européenne mais ce dernier reste très lent, et il serait souhaitable, dans la mesure du possible, de l'accélérer.

Quelle est la position de la Serbie sur les investissements étrangers? Le pays fait-il preuve d'ouverture dans ce domaine?

Avec les réformes entamées, la Serbie a su se positionner en tant que l'une des destinations d'investissement les plus significatives en Europe centrale et orientale. La liste des entreprises qui travaillent avec succès en Serbie depuis des années inclut notamment Bosch, Michelin, Siemens, Panasonic, Yura, Magna, Continental, Lafarge Holcim, Eaton, Stada, Falke, Swarovski, Microsoft, Gorenje, Schneider Electric, Johnson Electric, Leoni, et de nombreuses autres.

Le gouvernement actuel a poursuivi le programme des réformes économiques, entamées par le gouvernement précédent, obtenant des résultats remarquables au niveau des réformes des finances publiques et de la consolidation de la croissance économique.

Les institutions internationales les plus significatives à l'échelle mondiale ont salué et reconnu le succès de ces réformes.

Ainsi, à titre d'exemple, selon le classement d'attractivité des investissements étrangers du quotidien Financial Times, la Serbie se place en première position.

L'environnement de travail favorable en Serbie bénéficie d'un taux d'imposition qui défie toute concurrence, et de coûts opérationnels relativement bas.

Une preuve encore plus tangible de l'amélioration du climat d'investissement et du bienfait de la continuité des réformes structurelles, est le montant des investissements étrangers pour les mois de janvier et février 2018, qui s'élèvent à 436,9 millions d'euros, soit une augmentation de 21,8% par rapport à la même période de l'année précédente.

Je suis fier de mentionner le rapport de la Commission européenne, qui reconnaît la Serbie comme étant la championne des réformes économiques dans la région. Les avantages de la Serbie résident dans le fait que l'on y trouve les conditions les plus favorables pour stimuler les investissements étrangers et une population active hautement qualifiée avec un grand nombre d'ingénieurs, managers et autres spécialistes.

Le régime fiscal est très attrayant pour les activités commerciales. L'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur les sociétés ont des taux parmi les plus bas d'Europe. La Serbie est bien placée pour être le centre de production en zones franches pour les exportations vers un marché potentiel de plus d'un milliard de personnes, comprenant l'Union européenne, la Fédération de Russie, les Etats-Unis, le Kazakhstan, la Turquie, l'Europe du Sud-Est, les membres de l'Association européenne de libre-échange et la Biélorussie. En Serbie, on trouve un nombre

significatif de zones franches en activité, des facilités d'installation et un régime fiscal privilégié comprenant l'exonération de la TVA et des droits de douane sur les importations de matières premières et de matériaux pour la production destinée à l'exportation. Les entrepreneurs peuvent louer des locaux

commerciaux, des ateliers et des entrepôts dans des conditions très favorables. Il faut aussi garder à l'esprit la position géographique de la Serbie qui est placée à la fois aux portes de l'Union européenne et au croisement des corridors paneuropéens 10 et 7 sur la péninsule balkanique. Le pays est situé au centre de deux axes européens est-ouest et nord-sud.

Quels conseils pratiques adresseriez-vous aux entreprises françaises intéressées par votre pays?

Mon conseil serait : «Oubliez les clichés et prenez contact avec les Français et les étrangers déjà présents en Serbie». La Serbie est un pays qui a connu une histoire récente complexe et qui, par conséquent, n'a pas forcément une très bonne image. Il est important de ne pas rester sur ces idées arrêtées et d'essayer de mieux comprendre l'environnement culturel et économique du pays. Les procédures administratives peuvent être compliquées et lentes. Néanmoins, une bonne organisation en amont permettra d'éviter de mauvaises surprises. Pour cela, vous pouvez vous renseigner auprès des expatriés français déjà installés en Serbie, ils sauront vous faire gagner du temps. N'hésitez donc pas à solliciter la Chambre de Commerce et d'Industrie France Serbie, car la grande majorité des entreprises françaises implantées en Serbie en sont membres.

Pratique



© D. Bosnic Archives TOS

Contacts utiles en France

• **Ambassade de Serbie en France**
5, Rue Leonard de Vinci
75116 Paris
Tél. : 01 40 72 24 66
E-mail : sec.paris@mfra.rs
www.paris.mfa.gov.rs

Contacts utiles en Serbie

• **Service Economique de l'Ambassade de France**
Zmaj Jovina 11
11000 Belgrade - Serbie
Tél. : +381 11 302 36 20
E-mail : belgrade@dgtresor.gouv.fr
www.tresor.economie.gouv.fr/se/serbie

• **Business France**
Bureau d'Athènes
6, rue Akadimias 10671 Athènes
Tél. : +30 21 03 39 11 40
Email : athenes@businessfrance.fr

• **Chambre de Commerce et d'Industrie France Serbie**
Kosovska 10

11000 Belgrade
Tél. : +381 11 33 48 351 / 353
E-mail : office@ccfs.rs
www.ccfs.rs

• **Chambre de Commerce et d'Industrie de Serbie (PKS)**
Resavska 13-15
11000 Belgrade
Tél. : +381 11 33 00 910
E-mail : bis@pks.rs
www.pks.rs

• **L'agence de développement de Serbie (RAS)**
Kneza Milosa 12
11000 Belgrade
Tél. : + 381 11 33 98 900
E-mail : office@ras.gov.rs
www.ras.gov.rs

• **Agence de développement de Voïvodine (Razvojna Agencija Vojvodine)**
Stražilovska 2
21000 Novi Sad
Tél. : +381 021 472 32 40 et 45

E-mail : office@rav.org.rs
www.rav.org.rs

• **CCI de Voïvodine (Privredna komora Vojvodine)**
Hajduk Veljkova 11,
21137 Novi Sad
Tél. : +381-21-480-37-00
E-mail : office@pkv.rs
www.pkv.rs

• **Délégation de l'UE en Serbie**
Avenija 19a,
Vladimira Popovi a 40/V
11090 Novi Beograd
Tél. : +381 11 308 32 00
E-mail : delegation-serbia@
eeas.europa.eu
www.europa.rs

• **Office du tourisme de Serbie (TOS)**
E-mail : dbutigan@serbia.travel
http://www.serbie.travel